

LA MODERNISATION DE LA SOCIÉTÉ ROUMAINE AU XIX^e SIÈCLE. POINTS DE VUE LIBÉRAUX ET NATIONAUX

ALIN CIUPALĂ

L'auteur rappelle rapidement les étapes traversées par la société roumaine au cours d'une transformation qui aboutit à l'encadrer dans un État national et libéral.

L'apparition de l'État national roumain par la suite de la double élection d'Alexandre Ioan Cuza¹ en 1859, a rendu possible l'organisation du processus de modernisation de la société roumaine dans un cadre cohérent. Le début de l'étape classique dans la construction de l'État roumain moderne représente une période relativement brève, délimitée par la révolution de 1821 et l'Union des Principautés, que nous pouvons considérer primaire, archaïque, de début des structures du nouveau type d'État.

La restauration des princes indigènes a marqué une tentative d'organisation de l'État sur des bases modernes, nouvelles et non pas un retour à la situation existante avant l'instauration, par l'Empire ottoman, au début du XVIII^e siècle, du régime phanariote (des princes d'origine grecque du quartier Phanar de Constantinople).

Les boyards roumains de Valachie et Moldavie ont adopté durant cette époque de nouvelles idées², surtout celles de la Révolution Française, qui leur sont parvenues par l'intermédiaire de la culture grecque dont les princes phanariotes furent les mécènes. Ainsi, l'époque des Lumières, nationaliste et conservatrice, contrairement à celle classique, de type français, rationnelle et libérale, a provoqué une crise qui a déterminé des relations tendues entre l'élite autochtone et celle grecque, et qui se firent sentir de plus en plus vers la fin du XIX^e siècle. La cohabitation, fonctionnelle jusqu'à ce moment, devient pratiquement impossible dans les conditions où les princes phanariotes, soutenant les idéaux nationaux grecs, subordonnent les Principautés aux idées de la Grande Idée. Les grands boyards roumains patriotes, quoique partagés et plutôt enclins à la réflexion politique qu'à l'action ferme, ont réagi finalement au moment du déclenchement,

¹ Pour la période du règne de Cuza voir Constantin C. Giurescu, *Viața și opera lui Cuza Vodă*, Ed. Curtea Veche, Bucarest, 2000; *Cuza Vodă în memoriam* (coordonateurs L. Boicu, Gh. Platon, Al. Zub), Iași, Ed. Junimea, 1973.

² Al. Dușu, Pompiliu Teodor, *Iluminismul în centrul și sud-estul Europei și implicațiile sale social-politice*, Editions de l'Académie Roumaine, Bucarest, 1980; Nicolae Isar, *Principatele Române în Epoca Luminilor (1770–1830)*. *Cultura, spiritul critic, geneza ideii naționale*, Editions de l'Université de Bucarest, Bucarest, 2005.

par la Société secrète *Eteria*, avec l'appui direct de l'Empire Russe, de la révolution grecque.

L'institution des Règlements Organiques en Valachie et Moldavie³, en 1831 et 1832, a créé, au moins théoriquement, les prémisses pour l'accélération de l'œuvre de modernisation par la mise en place des institutions nouvelles, gouvernées par des principes modernes, telles la séparation des pouvoirs dans l'État ou l'égalité devant les devoirs. En fait, les Règlements Organiques ne sont pas mis en pratique, surtout à cause des intérêts stratégiques du pouvoir dont la participation a été décisive dans leurs rédaction, c'est-à-dire l'Empire Russe. Ainsi, la modernisation de la société roumaine n'est permise par la Russie que dans la mesure où elle n'enfreint ses intérêts dans la Péninsule Balkanique et dans les Principautés. Administrateurs avisés, munis d'une expérience acquise dans les postes antérieurs dans le système bureaucratique de l'État, cultivés et éduqués dans l'Europe occidentale, les princes régnants de la période des Règlements Organiques ont essayé de patronner, de protéger une modernisation limitée, dirigée surtout vers un meilleur fonctionnement de l'administration. La création d'un système scolaire en langue roumaine qui a remplacé les écoles en langue grecque, des institutions administratives et même d'une milice autochtone ont accompagné les mesures antilibérales et d'anéantissement de toute opposition contre les pressions toujours plus accablantes de l'Empire Russe. Dans les conditions où la modernisation devient de plus en plus synonyme de l'édification des structures libérales, la contradiction créée n'a pas pu être résolue par les princes régnants de la période des Règlements Organiques.

Dans ce contexte est apparue la génération de '48, qui a organisé la Révolution et a eu un rôle actif dans la réalisation de la double élection de 1859⁴. Du point de vue de l'origine sociale, la plupart des futurs révolutionnaires provenaient de familles de boyards, certaines anciennes et aux noms retentissants, mais aussi de familles appauvries dont les descendants furent obligés, vers la moitié du XIX^e siècle, d'entrer dans l'administration publique, une partie choisissant la carrière militaire, qui assurait un revenu sûr et des possibilités de promotion. La plupart se dirigent vers des études à l'étranger, après avoir obtenu des bourses d'études de la part de l'*Eforie* des écoles, institution patronnée par quelques grands boyards éphores; ils doivent devenir des spécialistes dont l'État a besoin dans son effort de modernisation des institutions⁵, raison qui explique pourquoi ils suivent, pour la plupart, des études juridiques et ne sont intéressés qu'en second lieu d'acquérir une formation d'ingénieur ou de médecin. Donc, ce

³ Ioan C. Filitti, *Domniile române sub Regulamentul Organic 1834–1848*, Bucarest, 1915.

⁴ Gh. Platon, *Geneza revoluției române de la 1848. Introducere în istoria modernă a românilor*, Iași, Editions de l'Université "Al. I. Cuza", 1999; Dan Berindei, *Epoca Unirii*, Ed. Corint, Bucarest, 2000.

⁵ Nicolae Isar, *Cultură națională și spirit european. De la Școala lui Gh. Lazăr la Universitatea din București*, Editions de l'Université de Bucarest, Bucarest, 2004; Elena Siupiur, *Intelectuali, elite, clase politice moderne în sud-estul european. Secolul XIX*, Ed. Domino, Bucarest, 2004.

n'est pas la passion pour les sciences juridiques qui les a dirigés vers les facultés de droit, mais la certitude d'un poste dans les structures bureaucratiques de l'État, structures qui étant à leur début avaient un besoin urgent de spécialistes pour les rendre fonctionnelles.

De surcroît, une fois la spécialisation obtenue, les jeunes de la génération de '48 entreront en contact avec les représentants de marque du mouvement libéral européen, dont quelques-uns furent leurs professeurs, qui les initieront dans l'idéologie libérale. Le mouvement libéral européen agissait pour la réalisation d'un nouveau type d'État, fondé sur les principes de la séparation des pouvoirs, de la souveraineté de la nation et le gouvernement représentatif, de la reconnaissance des droits des citoyens et sur l'égalité devant les lois. La nation, la nouvelle forme de la cohésion sociale, devrait réunir tous les membres de la structure sociale, sans tenir compte de l'origine sociale, capacités intellectuelles ou autres éléments. Ainsi, l'État moderne devrait être libéral et national en même temps, égalité qui ne sera présente que théoriquement, car en pratique surgiront d'importantes contradictions, comme celle liée à la privation de droits politiques appliquée à certaines catégories sociales.

Le moment de l'Union et de l'apparition de l'État roumain dans sa forme classique, parachevée en 1918, a généré un enthousiasme sans précédent dans l'histoire des Roumains, tempéré assez rapidement par les provocations aux quelles l'élite politique a dû se confronter et qui demandaient une solution. Alexandru Ioan Cuza, le prince élu le 5 et 24 janvier, a dirigé son attention vers deux objectifs majeurs: d'une part, la consolidation de l'Union et sa reconnaissance sur le plan international, et, d'autre part, l'adoption des mesures internes à caractère modernisateur. Cette modernisation impliquait la dissolution des différences dans l'organisation interne des deux régions, la Valachie et la Moldavie, mais aussi l'approchement des Principautés Unies du monde occidental et leur sortie de sous l'influence du monde oriental. En apparence, l'objectif généreux de la modernisation était accepté par tous les groupes politiques, pas encore constitués en partis et le prince a assumé dès le début le rôle de leader, d'initiateur des mesures autant attendues que nécessaires. Sans doute, c'est à Al. I. Cuza que l'on doit la mise en pratique d'un programme ambitieux de réformes dans tous les domaines, en commençant par l'enseignement, l'administration, la justice et l'armée, jusqu'à la propriété foncière, aux droits civils et civiques.

L'introduction des institutions de type occidental offrait à la modernisation, vue comme un phénomène général, complexe et intégrateur, les prémisses de la réussite. Mais le prince s'est trouvé dans une situation sans issue au moment où il a essayé la continuation du programme de réformes à l'encontre des principes libéraux qu'il s'était engagé de mettre en œuvre dès le début. Le coup d'État du 2 mai 1864, qui a abrogé la Constitution, dissout le Parlement et institué la censure, a déterminé l'opposition de ceux qui l'avaient élu en 1859. Le prétexte du coup d'État a été le refus d'une partie des grands propriétaires terriens d'accepter la

réforme agraire préconisée par le prince. Même si certaines réformes ont été introduites après l'instauration du régime personnel, par exemple celle mentionnée ci-dessus, l'essence de l'œuvre de modernisation a été mise en question et la réalisation des objectifs à long terme est devenue impossible. D'ailleurs, le pays a connu assez vite la crise économique et la corruption du régime n'a fait qu'accélérer la coagulation des intérêts de l'opposition. L'élimination du prince et de son régime, devenue ainsi inévitable, s'est produit le 11 février 1866.

L'avènement au trône des Principautés Unies du prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, dans une atmosphère interne et externe compliquée, mettait en œuvre un des principes convenus par les Assemblées ad-hoc réunies en 1857, celui du règne d'un prince étranger. L'élaboration et le vote de la Constitution de 1866 marque le début de la monarchie constitutionnelle, système politique et institutionnel nouveau⁶. Les Roumains se trouvant devant un nouveau début et d'une voie qu'ils étaient appelés à parcourir pleins d'espoir. La Constitution acceptée et respectée par le prince et, après 1881, par le roi Charles I^{er}, offrait le cadre nécessaire, mais insuffisant, pour le déroulement pratique de l'œuvre de modernisation. Le moment 1866 est important parce qu'il représente un point de repère concernant la modalité dans laquelle l'élite politique roumaine, groupée autour du prince, entendait réaliser la modernisation de la société roumaine. La Constitution a été une synthèse des documents à caractère constitutionnel élaborés jusqu'à ce moment-la⁷, en commençant par les mémoires des boyards d'après 1822, les Règlements Organiques, la Convention de Paris, Le Statut pour le Développement et le Projet de Constitution élaboré par la Commission centrale de Focșani, jusqu'à la Constitution belge, qui était à l'époque la plus libérale de l'Europe, document qui servit uniquement comme modèle et qui ne fut pas copié, ainsi que l'on est tenté de croire. La volonté de donner forme et contenu au système fondé sur les principes du libéralisme, sur le respect strict de la propriété privée, des droits et libertés du citoyen, la séparation des pouvoirs et du gouvernement représentatif et en considérant la nation comme la seule entité à même de détenir le pouvoir absolu, indiquait en fait l'objectif que l'œuvre de modernisation se proposait d'atteindre.

D'abord, la modernisation imposait la synchronisation des institutions roumaines avec celles européennes et l'effort de surmonter la distance qui séparait, de ce point de vue, la Roumanie de l'Europe. Ensuite, forger une nouvelle mentalité était vital, en concordance avec les principes qui assuraient la mise en fonction des institutions dont on a parlé déjà, c'est-à-dire d'une application consciente dans les conditions concrètes de la société roumaine.

⁶ Grigore Chiriță, *SociÉtatea din Principatele Unite Române în perioada constituirii statului național (1856–1866)*, Editions de l'Académie Roumaine, Bucarest, 2004.

⁷ Ioan C. Filitti, *Izvoarele Constituției de la 1866*, Bucarest, 1934.

Ceux qui se sont engagés à patronner l'œuvre de modernisation, libéraux et conservateurs⁸, ont témoigné de leur compréhension et de leur responsabilité, politique mais aussi civique, de la nécessité de parcourir ensemble la distance qui séparait la Roumanie de l'Europe Occidentale.

Le sens de la modernisation était clairement formulé et il visait un parcours européen sur lequel les Roumains se sont engagés, avec les retards inhérents, les obstacles et mêmes les échecs.

En ce qui concerne l'objectif final, il y a eu un consensus, si l'on prend en considération l'action concrète de gouvernement dans les périodes où le pays a été dirigé par le Parti National Libéral ou par le Parti Conservateur. D'ailleurs, ils se sont servi de moyens similaires, la modernisation était mise en pratique par des mesures prises au sommet de la hiérarchie, par l'élite politique et intellectuelle, et diffusées vers la périphérie, par les initiatives législatives. La principale différence qui se manifeste et que nous pouvons souligner a été liée surtout au rythme de la modernisation. Tandis que les libéraux désiraient agir vite et brûler les étapes, pour surmonter rapidement les décalages, les conservateurs se prononçaient en faveur d'une modernisation par étapes, dans le rythme « naturel » de l'évolution sociale, sans sauts et sans brusquer les choses. Cela explique pourquoi les libéraux ont pris le devant, ont fait preuve de plus d'initiative et de dynamisme, tandis que les conservateurs les ont suivis, en assumant la gestion proprement dite des différents domaines. Nous voudrions bien souligner notre point de vue. Il n'est pas possible de définir une séparation claire entre les deux orientations, dans le sens que les uns ont été progressistes, les autres réactionnaires. Les conservateurs ont eu, eux aussi, des initiatives et les libéraux ont su organiser de manière efficace certains domaines, mais les derniers se font remarquer par leur dynamisme tandis que les premiers ont perdu constamment du terrain, jusqu'à la Première Guerre Mondiale.

Vers la fin du XIX^e siècle des théories – provenant des deux directions – critiquant l'œuvre de modernisation n'ont pas tardé. D'abord, la critique formulée par Titu Maiorescu et assumée par la Société « Junimea », la connue théorie de formes sans fond⁹. Les membres de la Société ne mettaient pas en doute la nécessité de la modernisation, en tant que phénomène social, politique et culturel; d'ailleurs ils choisirent la carrière politique dans le cadre du Parti Conservateur, ils participeront directement à l'acte de gouvernement ayant ainsi un rôle actif dans la mise en pratique des objectifs liés à la modernisation. Leur critique visait les éléments négatifs qui, provoqués par le rythme alerte, risquaient d'être assimilés comme positifs, et d'influencer de cette manière l'action pratique. La dimension politique ne peut pas être ignorée, la cible étant les adversaires libéraux, mais, par leurs idées, les membres de la Société « Junimea » essayaient seulement de corriger certaines inadvertances et non pas d'éliminer le processus même.

⁸ Mihai Sorin Rădulescu, *Elita liberală românească 1866–1900*, Ed. All, Bucarest, 1998; Ion Bulei, *Conservatori și conservatorism în România*, Ed. Enciclopedică, Bucarest, 2000.

⁹ Ciprian Șulea, *Retori, simulacre, imposturi. Cultură și ideologii în România* (chapitre Maiorescu și români), Ed. Compania, Bucarest, 2002, pp. 69–130.

Deuxièmement, il faut rappeler la critique venue de la part des mouvements traditionalistes qui se sont affirmés à la fin du XIX^e – début du XX^e siècles, « Semănătorism » et « Poporanism »¹⁰. À l'encontre des opinions des membres de « Junimea » les représentants des deux mouvements rejetaient l'idée de modernisation et le caractère inévitable pour une société comme était celle roumaine. En outre, la modernisation était considérée comme un danger réel, qui menaçait les vraies valeurs, authentiques du peuple roumain, préservées par le village. Sans définir en aucune occasion ce spécifique et ces valeurs, laissées dans une zone superflue d'où l'on pouvait comprendre n'importe quoi, les traditionalistes ont nié le rôle joué par l'élite, en commençant par la révolution de 1848, ainsi que l'objectif de celle-ci. Même si les adeptes du « Poporanism » ont essayé d'identifier des alternatives, les adeptes du « Semănătorism » n'ont pas formulé une réponse claire. Bien que leur critique a été dure et catégorique, elle ne reste que théorique sans une alternative viable.

L'univers rural roumain n'a pas été abandonné par l'œuvre de modernisation comme on considère aujourd'hui encore, mais n'a pas formé une préoccupation centrale non plus, se trouvant plutôt à la périphérie de la pratique modernisatrice. La question était normale si l'on pense que l'objectif principal était l'édification d'un monde urbain, dans lequel l'urbanisme (la ville et l'habitation bourgeoise) et l'urbanité (institutions, ressources humaines et mentalités) devraient constituer les principaux piliers de la modernisation. En ce sens, l'État a monopolisé les ressources humaines et financières, ce qui a déterminé le pouvoir à négliger le village et ses problèmes. Tout de même, certaines initiatives, cohérentes comme programme et déroulement, ont été mises en œuvre, par exemple l'action sanitaire sérieusement analysée récemment par l'historien Constantin Bărbulescu¹¹. Il se pose la question des causes qui ont conduit à l'échec de cet effort d'amélioration de la situation sanitaire du village roumain jusqu'à la Première Guerre Mondiale.

L'analyse de l'œuvre de modernisation est centrée sur quelques contradictions qui, d'ailleurs, ne caractérisent pas seulement la société roumaine, car elles se retrouvent dans la plupart des sociétés du centre et du sud-est européen, c'est-à-dire dans les sociétés agraires qui essaient de surmonter le décalage par rapport à l'Occident par une œuvre de modernisation rapide¹², ferme et mise en pratique par une élite politique et culturelle formée dans l'espace occidental. Ces contradictions mettent en lumière une dualité des discours, telle la double image de la femme¹³

¹⁰ Z. Ornea, *Sămănătorismul*, Ed. Fundației Culturale Române, Bucarest, 1998; Idem, *Poporanismul*, Ed. Minerva, Bucarest, 1972.

¹¹ Constantin Bărbulescu, *Imaginarul corpului uman. Între cultura fărănească și cultura savantă (secolele XIX–XX)*, Ed. Paideia, Bucarest, 2005.

¹² Daniel Chirot, *Social change in a peripheral society. The creation of a Balkan colony*, New York, San Francisco, London, Academic Press, 1976, Edition roumaine: *Schimbară socială într-o societate periferică. Formarea unei colonii balcanice*, traduction et postface: Victor Rizescu, Ed. Corint, Bucarest, 2002.

¹³ Alin Ciupală, *Femeia în societatea românească a secolului al XIX-lea. Între public și privat*, Ed. Meridiane, Bucarest, 2003.

(mère de la famille et de la nation en même temps, mais privée de droits politiques), la double image de l'univers rural¹⁴ (le paysan en tant que fondement de la nationalité, mais aussi le sauvage qui doit être civilisé), et l'énumération peut continuer. Il est aussi important de mentionner le décalage entre la compréhension des problèmes qui apparaissent au cours de la modernisation et l'impossibilité de trouver des solutions viables; le problème des paysans en est peut-être le meilleur exemple.

Une réponse est directement liée au rythme de la modernisation. Brûler les étapes et construire trop rapidement la sphère publique, dont l'esprit n'est pas assimilé entièrement, favorise l'incompréhension ou le bouleversement des rôles sociaux et empêche le déroulement conscient de certaines pratiques indispensables au fonctionnement efficace du système institutionnel. En même temps, l'élite est incapable de dépasser ses propres limites psychologiques de comprendre à fond les changements qu'elle-même avait générés. Ainsi, l'exemple des réformes agraire et électorale nous semble édifiant. Exigées déjà du temps des débats de 1866 dans le cadre de l'Assemblée constituante de Bucarest, l'idée des deux réformes apparaît constamment dans les discussions politiques et dans les débats publics jusqu'à 1918. Bien que soutenues ouvertement par quelques hommes politiques, elles ne seront pas mises en œuvre. Elles ont été formulées explicitement par Ionel Brătianu dans la lettre-programme du 13 septembre 1913, qui annonçait les mesures que le Parti National Libéral espérait adopter l'année suivante quand, en vertu du système de rotation gouvernementale, il devrait accéder au pouvoir. L'éclatement de la guerre a déterminé l'ajournement de la décision.

Au niveau de la sphère publique la situation présente une grave césure entre normes et pratiques. Les autorités locales, par l'intermédiaire des institutions en sous-ordre, ont la mission de mettre en œuvre les décisions prises au centre, par une élite préoccupée, mêmes si en second lieu seulement, des problèmes du monde rural. Ce sont toujours les mêmes autorités qui sont obligées, au moins théoriquement, de défendre les paysans, la plupart analphabètes et méconnaissant de leurs propres droits, des abus des propriétaires et des fermiers à bail. Attribution que les autorités locales n'accomplissent pas, d'une part à cause de la corruption des fonctionnaires et, d'autre part, de la politisation et centralisation excessives du système administratif, manié comme instrument dans la confrontation politique. Ainsi, de nombreuses initiatives législatives adoptées par le centre, en premier lieu le système des contrats agricoles, mais d'autres aussi (la vente des terrains de l'État aux paysans – 1889; la loi des nouveaux mariés; les Banques populaires, la Banque agraire, « Casa rurală » – 1908, etc.), tant par les gouvernements libéraux que conservateurs, ne sont pas mises en œuvre ou ne sont pas respectées. Le paysan ne dispose pas de ressources financières pour soutenir sa cause en justice, raison pour laquelle la plupart des causes sont débattues au niveau local. Les mécontentements s'accroissent

¹⁴ Constantin Bărbulescu, Vlad Popovici, *Modernizarea lumii rurale din România în a doua jumătate a secolului al XIX-lea și la începutul secolului al XX-lea. Contribuții*, Ed. Accent, Cluj-Napoca, 2005, p. 11.

et l'émeute des paysans de 1907 a été un cri de désespoir, de fureur, devant une situation sans issues.

Même si le milieu rural est conservateur, la sphère privée paysanne connaît, sous la pression exercée par les mutations survenues, à la suite de la modernisation, un bouleversement qui l'empêche de s'adapter. Jusqu'à ces derniers temps, le monde du paysan roumain de la deuxième moitié du XIX^e siècle, laissé dans un cône d'ombre, a favorisé des interprétations idéologiques différentes. Si paradoxal qu'il puisse paraître, le paysan roumain n'apparaissait qu'au niveau abstrait, déshumanisé et il reste encore beaucoup à faire, afin de mettre à un nouvel éclairage l'ensemble des questions liées à la manière de vivre du paysan à l'époque mentionnée.

En guise de conclusion, mentionnons que notre approche tend à démontrer que l'édification de la société roumaine moderne a pris en considération, en premier lieu, les valeurs idéologiques nationales, en mettant l'accent sur l'orthodoxie et la latinité et seulement ensuite sur les valeurs de l'idéologie libérale, telle la séparation des pouvoirs dans l'État, les droits et les libertés du citoyen, le respect de la loi, etc. Situation caractéristique pour l'ensemble de la zone du Sud-Est européenne, avec les particularités et les évolutions spécifiques à chaque société.